



**DELIBERATION n° 84 - 2017**  
**En date du 13 Décembre 2017**  
**Portant sur la décision modificative n° 1 au budget 2017**

Le Conseil Municipal de la commune de Saint-Just-le-Martel s'est réuni en Mairie le 13 Décembre 2017 à 20H00 selon convocation en date du 29 Novembre 2017 sous la présidence du Maire Monsieur Joël GARESTIER, Mr Patrice PAYRAT étant désigné secrétaire de séance.

**Sont présents :** M. GARESTIER Joël, Maire de Saint Just le Martel.

Mrs HENRY Philippe, VERGER Manuel, GARCIA Jean-Luc, Mmes MANDET Mauricette, JANICOT Marie Claude, AUPETIT-BERTHELEMOT Christelle Adjoints.

Mmes DUVAL Patricia, CARRILLO Martine, DE PAIVA Régine, SANCHEZ Marie Hélène, LACORRE Séverine, BASSALER Virginie Conseillères Municipales

Mrs VENDENBROUCKE Gérard, PAYRAT Patrice, GLANDUS Bernard, PEAUDECERF Sébastien, GAILLARD André, PAGE Stéphane Conseillers Municipaux.

**Absents ayant donné procuration :**

TOUCAS Hélène pouvoir à Philippe HENRY

THIBEAUD-GUILLON Claude pouvoir à André GAILLARD

SIMON Patrick pouvoir à Stéphane PAGE

**Absent excusé :**

M. Alain MORELON

Nombre de membres en exercice	23
Nombre de membres présents	19
Nombre de suffrages exprimés	22
Votes pour	20
Vote contre	0
Abstentions	2

**DM N°1**

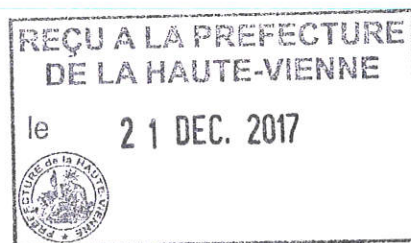
Mr le Maire expose au conseil que les crédits prévus à certains chapitres étant insuffisants, il est nécessaire d'effectuer les virements de crédits ci-après :

**En Dépenses de Fonctionnement :**

Chapitre/ Article/ Désignation	Dépenses		Recettes	
	Baisse des Crédits	Hausse des Crédits	Baisse des Crédits	Hausse des Crédits
7391172 Dégrèvement Taxe Habitation sur Logements vacants		+600		
70311 Concession de cimetières				+600
<b>TOTAL</b>		<b>+600</b>		<b>+600</b>

Le conseil municipal, après en avoir délibéré et par 20 voix pour et 2 abstentions décide :

- D'approuver les virements de crédits indiqués ci-dessus



Fait à Saint-Just-le-Martel

Le 13 Décembre 2017

Le Maire,

  
**Joël GARESTIER**

- Mr le Maire certifie sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Limoges dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat.
- Publié le .....

Transmis en préfecture le